

Service : urbanisme
JN.V/CPT/SM/MM/JL
N°AR-2025-215

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU NORD

Ville de Marly

ARRETE DU MAIRE

Objet : arrêté de numérotation de la parcelle B 5169 p1, emprise foncière du restaurant Mac Donald's

Le Maire,

Vu la loi portant sur la Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification du 8 et 9 février 2022

Vu le décret N°94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts fonciers, au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-28,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles R 2512-6 et suivants portant sur la police des voies et des immeubles,

Vu l'autorisation d'urbanisme accordée à la demande PC 059 383 24 O 0007 portant sur la construction d'un restaurant Mac Donald's

Vu l'autorisation d'urbanisme DP 059 383 24 O 0109 portant division cadastrale en vue de construire ,

Considérant la demande d'adressage en date du 26/05/2025

Considérant la construction nouvelle sise Avenue Albert Schweitzer relative au PC 059 383 59 24 O 0007

Considérant que le numérotage des constructions constitue une mesure de police générale que seul le Maire peut prescrire,

Considérant que le numéro de voirie est indispensable pour être facilement localisable et bénéficier de l'ensemble des services offerts à la population : distribution du courrier, service à la personne, accès des services publics et d'urgence...,

ARRETONS

ARTICLE 1^{er} : le numérotage des bâtiments est assuré dans la commune conformément aux prescriptions du présent arrêté,

ARTICLE 2 : le numérotage comporte, pour chaque rue, une série de numéros, à raison d'un seul numéro par immeuble caractérisé par l'entrée principale,

ARTICLE 3 : la série de numéro d'une rue régulièrement numérotée est formée de nombres pairs sur le côté droit et de nombres impairs sur le côté gauche,

ARTICLE 4 : avenue Albert Schweitzer, la numérotation métrique étant préexistante, elle est donc retenue, et mesurée depuis le rond-point de l'avenue Barbusse,

ARTICLE 4 : le bâtiment concerné étant situé parcelle B 5169 p1, il est prescrit à parcelle précisée ci-dessus la numérotation suivante : 174,
L'adresse complète est : 174 avenue Albert Schweitzer,

ARTICLE 5 : le numérotage est matérialisé par l'apposition d'une plaque portant en chiffre le numéro de l'immeuble. La plaque sera apposée de préférence sur la façade de l'immeuble, au-dessus de la porte principale (ou immédiatement à défaut à gauche de celle-ci), ou sur le mur de clôture à gauche de l'accès naturel et piétonnier, ou à défaut, sur la boîte aux lettres qui se doit d'être en front à rue.

ARTICLE 6 : les frais de premier établissement et/ou de renouvellement du numérotage pour cause de changement de série sont à la charge de la ville,

ARTICLE 7 : les frais d'entretien et de réfection du numérotage sont à la charge des propriétaires,

ARTICLE 8 : les propriétaires doivent veiller à ce que les numéros inscrits sur leur bâtiment soient constamment nets et lisibles et conservent leurs dimensions et formes premières. Nul ne peut, à quelque titre que ce soit, faire obstacle à leur opposition et ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de ceux apposés,

ARTICLE 9 : aucun numérotage n'est admis que celui prévu au présent arrêté.
Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité municipale,

ARTICLE 10 : les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements,

ARTICLE 11 : le présent arrêté sera


- Adressé au service national de l'adresse de la Poste,
- Adressés aux services administratifs intéressés : EPCI, services du cadastre de la DGFIP, gestionnaires réseaux, services de secours,
- Renseigné dans la Base Adresse Nationale.

Le Maire:

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à Marly, le 27/05/2025

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu de sa
réception en Sous-préfecture le
et de la publication le

Le Maire

Noël VERFAILLIE